

# Les politiques de l'emploi dans la crise: le Royaume-Uni en perspective comparée

**Daniel Clegg**  
**Senior Lecturer, Social Policy**  
**School of Social and Political Science**  
**University of Edinburgh**

Présentation au COE, 14 Février 2012



- Daniel Clegg **Labour Market Policy in the Crisis: The UK in Comparative Perspective** *Journal of Poverty and Social Justice*, 18(1), 2010
- Jochen Clasen, Daniel Clegg et Jon Kvist **European Labour Market Policies in (the) Crisis**, a paraître dans *La Revue Internationale du Travail*, 2012
- Jochen Clasen et Daniel Clegg (eds.) **Regulating the Risk of Unemployment: National Adaptations to Post-Industrial Labour Markets in Europe**, Oxford: Oxford University Press, 2011



# Plan

- Les politiques de l'emploi avant la crise: l'Europe et le Royaume-Uni
- Les réponses des politiques de l'emploi à la crise au Royaume-Uni
- Les réponses des politiques de l'emploi en Europe: une perspective comparée



# Définitions

- Les politiques de l'emploi >>
  - Indemnisation du chômage et d'autres allocations pour les personnes d'âge actif
  - Mesures actives ciblées
    - Ex.: Formation, emploi aidé
  - Mesures actives non-ciblées
    - Ex.: Crédits d'impôts/allocations pour les travailleurs pauvres
  - Activation
  
  - Législation protectrice de l'emploi
  - L'aide au chômage partiel

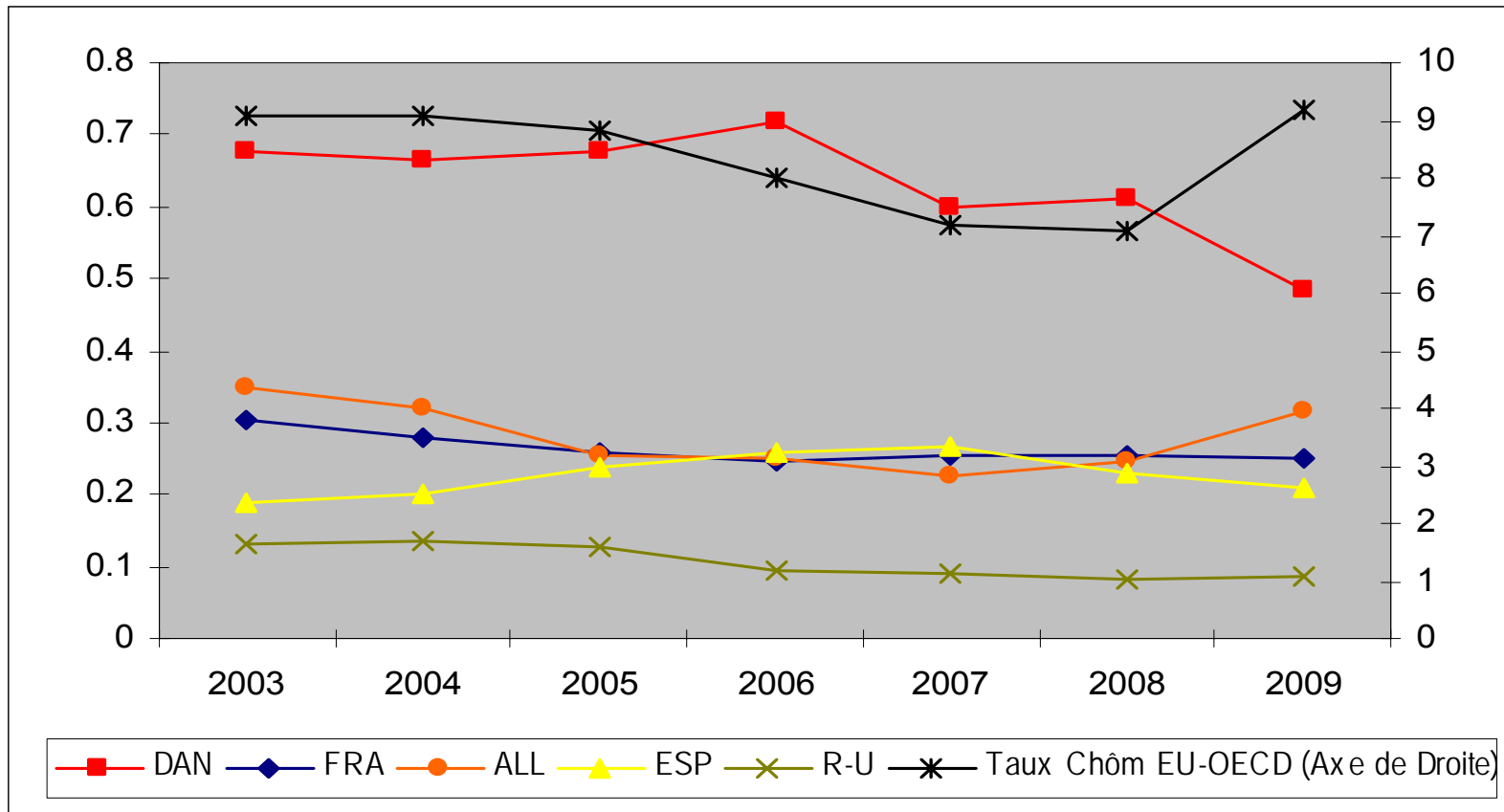


# Les politiques de l'emploi avant la crise

- Le milieu des années 2000: Un « âge d'or » pour la politique de l'emploi en Europe?
  - Un nouveau consensus sur le rôle structurel des politiques (actives et passives) de l'emploi
    - Stratégie européenne pour l'emploi
    - L'émergence de la « flexicurité »
  - Un débat politique qui se focalise sur le « recalibrage » des politiques pour mieux réconcilier dynamisme économique et justice sociale
  - Un effort relativement stable pour les politiques de l'emploi
    - Mais avec des variations importantes en Europe



# Effort pour les politiques de l'emploi



Source: Calcul à partir des données OCDE

Note: L'effort est calculé par la dépense pour les politiques de l'emploi (sauf les préretraites) au sens de l'OCDE en pourcentage du PIB divisé par le taux harmonisé de chômage.

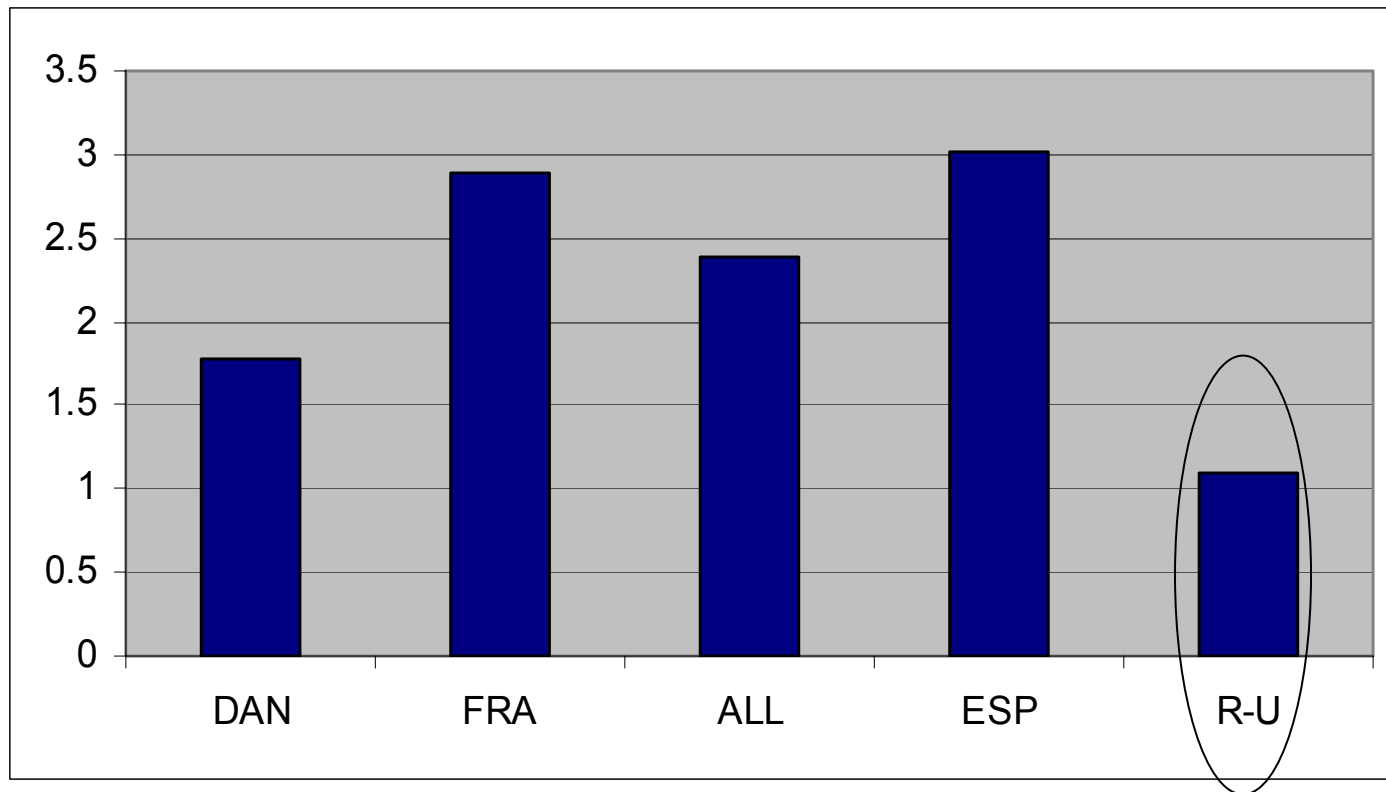


# Les politiques de l'emploi au Royaume-Uni avant la crise

- Un marché du travail très peu régulé
  - Peu d'utilisation des CDD
  - Chômage assez bas, mais problèmes persistants d'inactivité et pauvreté laborieuse
- Effort modéré pour la politique de l'emploi
  - Mais dépense publique importante pour soutenir les bas-salaires (Tax Credits)
- Un des systèmes d'indemnisation du chômage le moins généreux du monde développé
- Une stratégie d'activation élaborée
  - New Deals, Jobcentre Plus
  - Activation aussi des personnes inactives



# Rigidité de protection de l'emploi, 2007



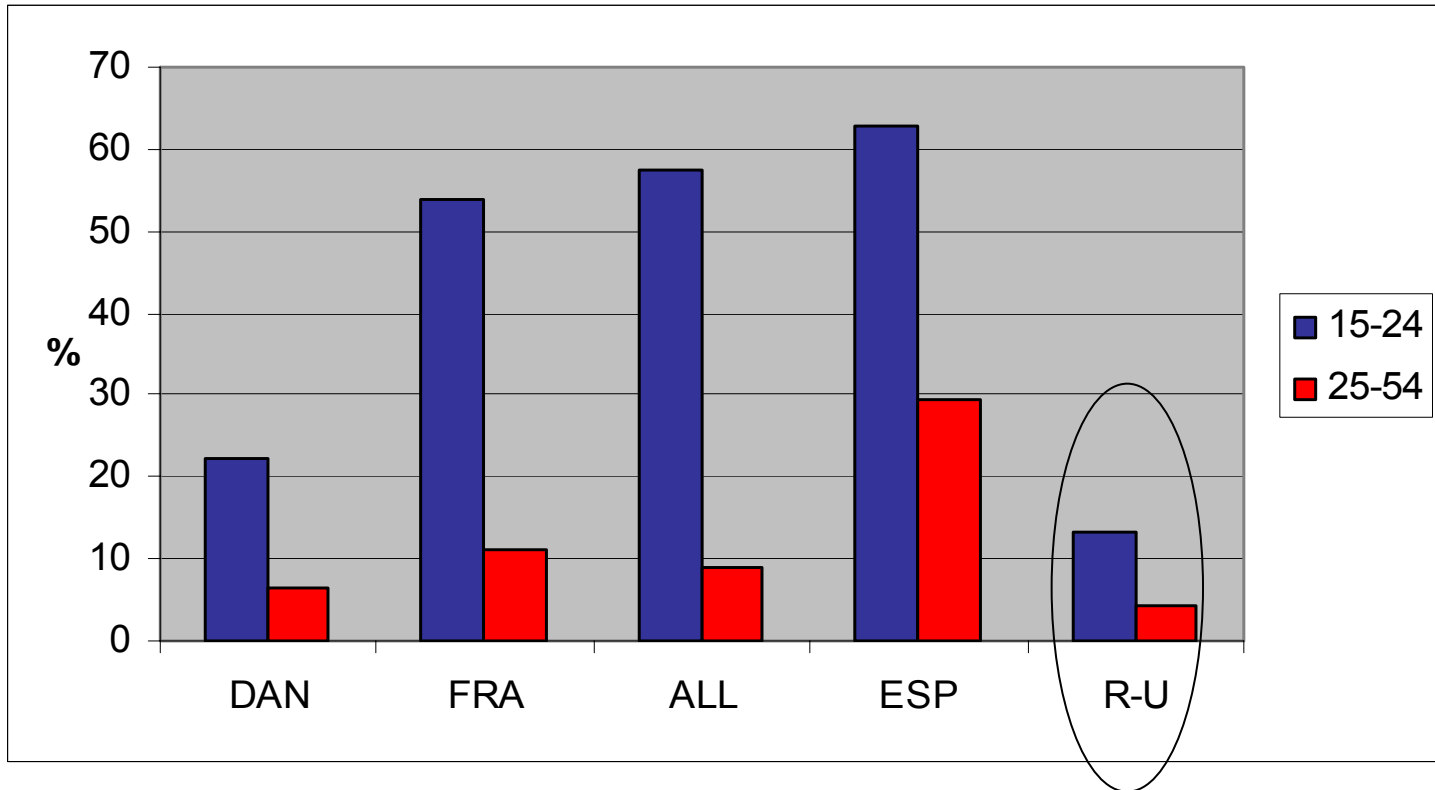
Source: OCDE

Note: OCDE LPE Indicateur version 2





# Incidence du travail temporaire, 2007

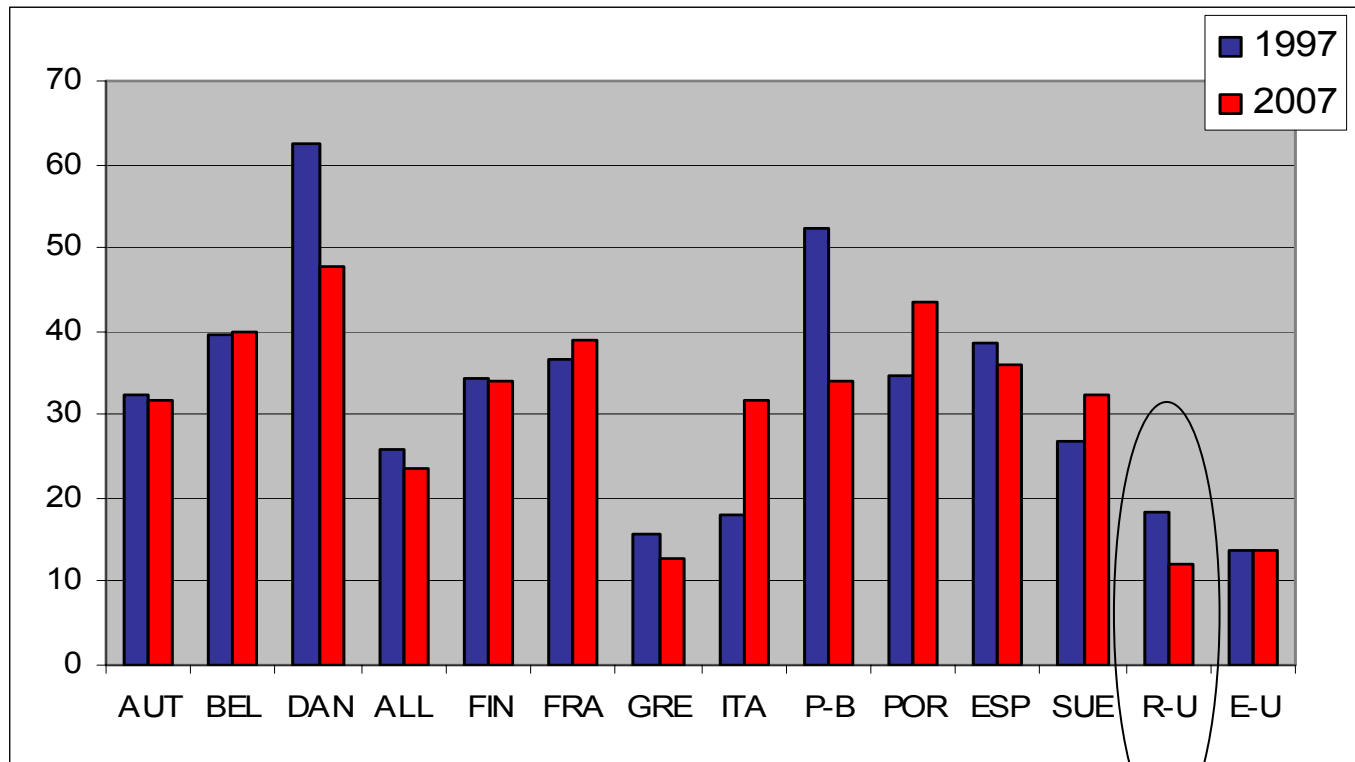


Source: OCDE

Note: En pourcentage de l'emploi salarié



# Taux de remplacement moyen des allocations chômage, 1997/2007



Source: OCDE Prestations et salaires

Note: Taux de remplacement brut

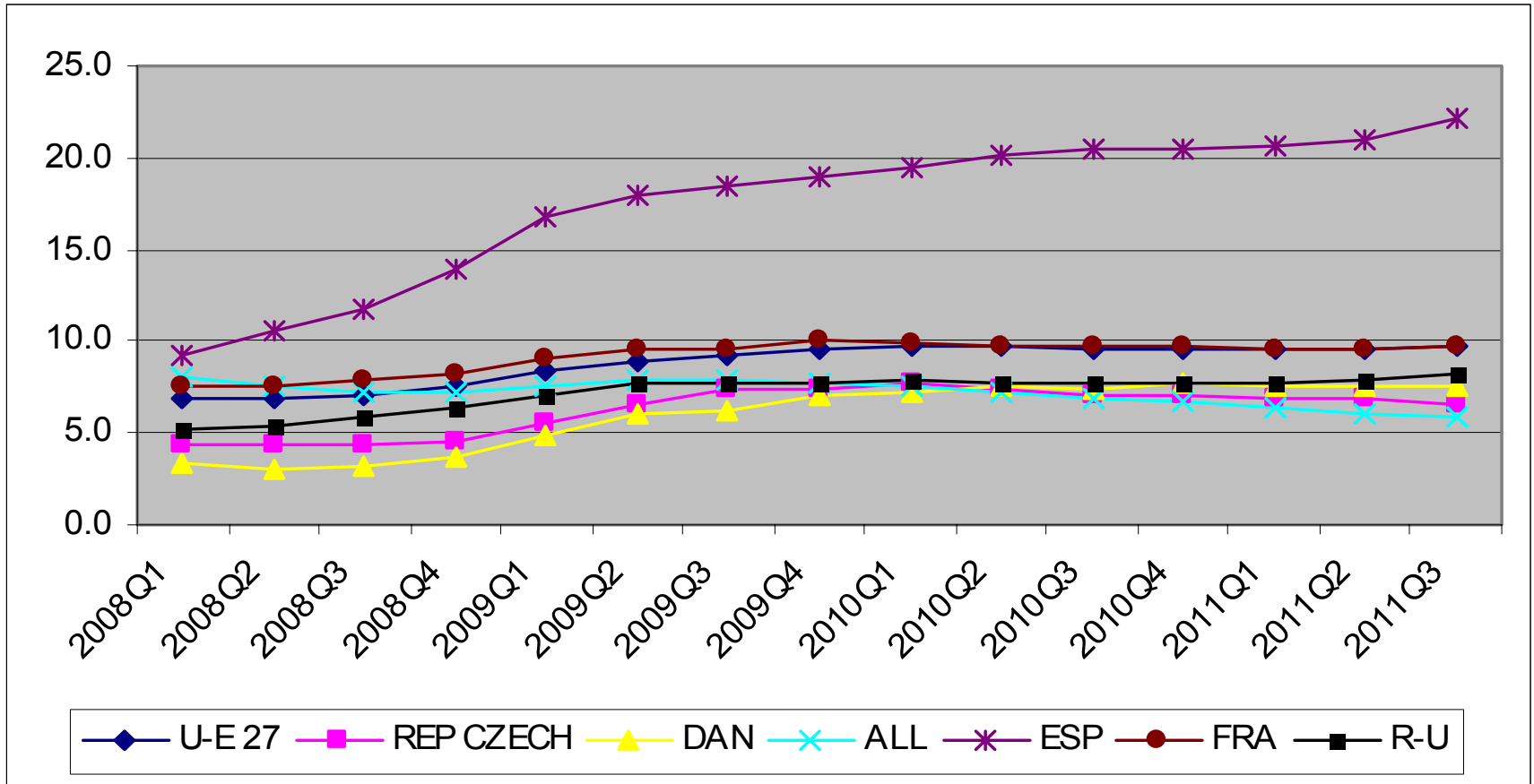


# La crise économique au Royaume-Uni

- Un très large impact sur l'activité économique
- Un large impact sur le chômage
- L'ajustement des horaires travaillés a limité la hausse du chômage
- Mais les jeunes sont durement touchés



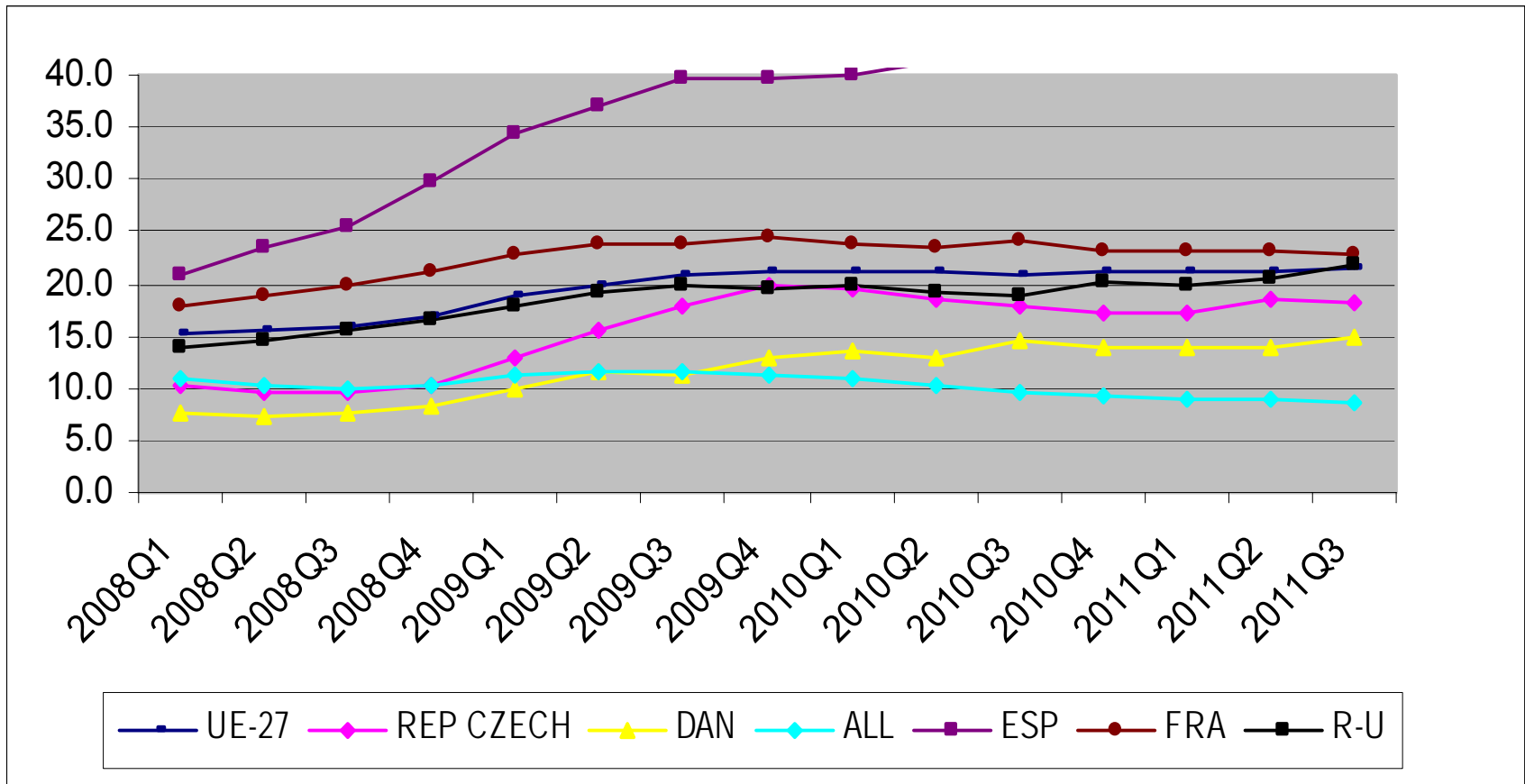
# Chômage, 2008q1 - 2011q3



Source: Eurostat



# Chômage des jeunes, 2008q1 - 2011q3



Source: Eurostat



# La réponse des politiques économiques et de l'emploi (1)

- **Gouvernement travailliste** (jusqu'à Mai 2010)
- Relance
  - Réduction de la TVA (17.5% → 15%, 01/12/2008 à 31/12/2009)
  - Augmentation des allocations familiales
  - Programme « Future Jobs »
  - Aucune aide au chômage partiel
  - Aucune augmentation des allocations chômage
  - « les réformes de Jobcentre Plus et Jobseeker's Allowance depuis la fin des années 1990 nous ont donné un régime fort qui va permettre au Royaume-Uni d'affronter les défis d'un chômage croissant »
    - *Pre-Budget Report, 2008*



# La réponse des politiques économiques et de l'emploi (2)

- Coalition centre-droite (Mai 2010 –)
- Austérité
  - Augmentation de la TVA (17.5% → 20% à partir de Janvier 2011)
  - Réduction des allocations invalidité et des crédits d'impôts
  - Abolition du programme « Future Jobs »
    - Nouveau « Youth Contract » (Avril 2012)
  - Nouveau mécanisme de revalorisation des prestations sociales
- Peaufiner les politiques de l'emploi existantes
  - New Deals → « Work Programme » (Juin 2011)
  - Tax credits → « Universal Credit » (Octobre 2013)
  - Flexibilisation accru du droit du travail?



# Comprendre la réponse britannique

- Modèle socio-économique toujours estimé fiable
- Importance électorale des taux d'intérêt
- Capacité et influence limitées des partenaires sociaux
- Durabilité de l'image négative des chômeurs auprès de l'opinion
- >> Rapide ascension d'un cadre d'interprétation focalisé sur les problèmes fiscaux





# Des crises différentes...


- 1. Crise comme choc de demande
  - Logique économique: Empêcher une spirale déflationniste
  - Logique politique: Répondre à une demande électorale de protection accrue; réduire le chômage ouvert
  - Risque: Surprotéger certains; Creuser les dualismes
  
- 2. Crise comme désastre fiscal
  - Logique économique: Réduire la dépense publique; renforcer les incitations à travailler
  - Logique politique: Exploiter la méfiance envers les chômeurs
    - Pouvoir des acteurs internationaux
  - Risque: Sous-protéger tous; Fin du consensus de « l'âge d'or »
  
- 3. Crise comme défi structurel
  - Logique économique: Promouvoir la compétitivité
  - Logique politique: « Ne gâchez pas une bonne crise! » ; Incertitude et créativité des acteurs
    - Pouvoir des acteurs internationaux



# ...des réponses des politiques de l'emploi différentes

- 1. Crise comme choc de demande
  - A. Extension temporaire des allocations chômage et des politiques actives, aide au chômage partiel, éventuellement préretraites
    - Privilégier les « insiders »
- 2. Crise comme désastre fiscal
  - B. Coupes dans les allocations chômage et les politiques actives
- 3. Crise comme défi structurel
  - C. Extension structurelle des allocations chômage et des politiques actives; activation; « recalibrage » des politiques de l'emploi et de la régulation protectrice de l'emploi
    - Privilégier les « outsiders » (éventuellement aux dépens des « insiders »)



	<b>Crise comme choc de demande</b>	<b>Crise comme désastre fiscal</b>	<b>Crise comme défi structurel</b>
<b>Rép. Tchèque</b>	<b>Aide significative au chômage partiel</b> <b>Programme « Eduquez-vous »</b>	Réductions des crédits pour les emplois aidés Durcissement des conditions d'accès aux allocations chômage	
<b>Danemark</b>	Extension du programme pour subventionner l'emploi partagé	<b>Limitation de la durée maximale de perception des allocations chômage</b>	
<b>France</b>	Aide modérée au chômage partiel Extension des emplois aidés Allocation temporaire pour certains chômeurs (CSP)		<b>Relaxation des conditions d'accès aux allocations chômage</b> <b>Réforme de la formation prof. FISO (CSP)</b>
<b>Allemagne</b>	<b>Aide significative au chômage partiel</b>	Abolition des avantages pour les bénéficiaires de « l'allocation chômage II »	
<b>Espagne</b>	Plan E Allocation temporaire pour certains chômeurs Extension des emplois aidés Extension des préretraites		<b>Réforme importante de la LPE</b> <b>Réforme des politiques actives</b> <b>Pacte social: extension des politiques actives contre la diminution des retraites</b>
<b>Royaume-Uni</b>	Programme « Future Jobs »	<b>Coupes dans les allocation invalidité et les crédits d'impôt</b> <b>Abolition du programme « Future Jobs »</b> <b>Nouveau mécanisme de revalorisation des allocations</b>	

# Trois modes de réponse en Europe

	Crise comme choc de demande	Crise comme désastre fiscal	Crise comme défi structurel
Rép. Tchèque	++	+	
Danemark	+	++	
France	+	+	++
Allemagne	++	+	
Espagne	+	+	++
Royaume-Uni	+	++	



# Conclusions

- Partout en Europe il y a plusieurs crises à combattre simultanément
- Mais des cadres d'interprétation différents ont guidés les choix des priorités dans les différents pays
- Les raisons sont autant politiques qu'objectives
- Le consensus de « l'âge d'or » n'est pas mort, mais des risques apparaissent
  - Retour en force des prescriptions néolibérales; renforcement des divisions « insider–outsider »
- La responsabilité des acteurs internationaux est importante

